

« Fils du sol » et migrants : l'intégration des aspects politiques, sociaux et économiques de la migration dans une région industrielle récente de l'Inde

Gérard HEUZÉ*

UN LIEU DE MIGRATIONS RÉCENTES ET MASSIVES

La région industrielle de Singrauli, à 200 kilomètres au sud de Bénarès, est une création des années soixante-dix. Située sur la frontière des provinces géantes de l'Uttar Pradesh (110 millions d'habitants) et du Madhya Pradesh (60 millions d'habitants), c'est essentiellement une création de l'État central. La zone, planifiée centralement depuis les années soixante, est dévolue à la production d'électricité à partir du charbon de mines à ciel ouvert de vastes dimensions (40 kilomètres de front). Il est prévu d'extraire 75 millions de tonnes de charbon pour produire 15 000 mégawatts d'électricité en l'an 2000. Dans une région totalement forestière et agricole, aux infrastructures très rudimentaires jusqu'aux années soixante, l'industrie et la mine se sont développées en faisant appel à des migrants. L'intégration de la région nouvelle dans l'économie locale est faible. Le principe dominant est d'importer tout ce qu'il est possible de l'extérieur.

Le bas niveau d'alphabétisation de la population locale, l'absence de politiques prévisionnelles de formation et la volonté des responsables du secteur public de favoriser la mobilité de main-d'œuvre dans une perspective d'intégration nationale expliquent partiellement l'ampleur de la migration, si elles ne rendent pas compte de ses formes. Plus de 60 % des 200 000 habitants de la zone industrielle sont des migrants venus de plus de 50 kilomètres. Le problème se complique du fait de l'existence de migrations à courte distance et de la présence d'une

* Sociologue CNRS, 1 rue du Grao, Le-Bourg, 56590 Groix.

masse de personnes déplacées¹ à l'intérieur de la région elle-même. Les déplacements ont eu pour causes les 400 kilomètres carrés d'eaux du barrage de Rihand (qui sert au refroidissement des centrales), puis les installations de production et les infrastructures. La planification a été obstinément ignorante des aspects humains du développement. Elle a été faite de manière autoritaire depuis la capitale, selon des schémas peu favorables à l'agriculture où l'on décèle une forte influence soviétique.

Nous avons la chance de bien connaître ce qui se passe dans la région grâce à l'étude d'impact entreprise, entre 1988 et 1991, par EDF international pour le compte de la *National Thermal Power Corporation* (NTPC), qui gère les trois quarts des grosses centrales thermiques en activité et occupe le rôle de puissance dominante dans la région (DUCLOS *et al.*, 1991). Les relevés du volet « socio-économique » de l'enquête² concernent une zone de 15 à 20 kilomètres autour du lac de Rihand, où vivent environ 420 000 personnes, que l'on désignera comme la « région » de Singrauli. Le texte présente les grandes catégories de migrants, en mettant en relief les particularités de leur insertion, avant de s'interroger sur les motifs qui président à la migration. Le contexte politique est abordé en conclusion.

LES GRANDS GROUPES DE MIGRANTS

Les employés de l'État

Ils constituent la moitié de l'ensemble des migrants venus de l'extérieur de la région. Ce sont de jeunes hommes alphabétisés, souvent pourvus d'une instruction secondaire ou supérieure, une minorité ayant bénéficié d'une formation professionnelle adaptée. Ils proviennent en majorité de régions rurales de l'Uttar Pradesh et du Madhya Pradesh, situées dans un rayon de 100 à 500 kilomètres où l'on parle, comme à Singrauli, l'hindi. Issus de milieux paysans assez aisés, de castes moyennes ou élevées, ils sont arrivés dans les grandes entreprises parce qu'il existait des traditions d'emploi d'État dans leur familles,

¹ 140 000 à 160 000 villageois ont été déplacés lors de la mise en eau du barrage ; 30 000 l'ont été de 1977 à 1990 pour les mines et les usines et 50 000 pourraient l'être à nouveau d'ici l'an 2000.

² Il s'agit en fait d'un ensemble d'enquêtes associant une approche sur échantillon (1 600 questionnaires dans 273 localités, avec une population de 250 000 habitants) et des enquêtes ciblées sur des populations particulières (travailleurs précaires, commerçants, employés permanents, personnes déplacées). Ces dernières ont donné lieu à échantillonnage (200 à 600 individus ou familles) ; elles avaient aussi un aspect qualitatif.

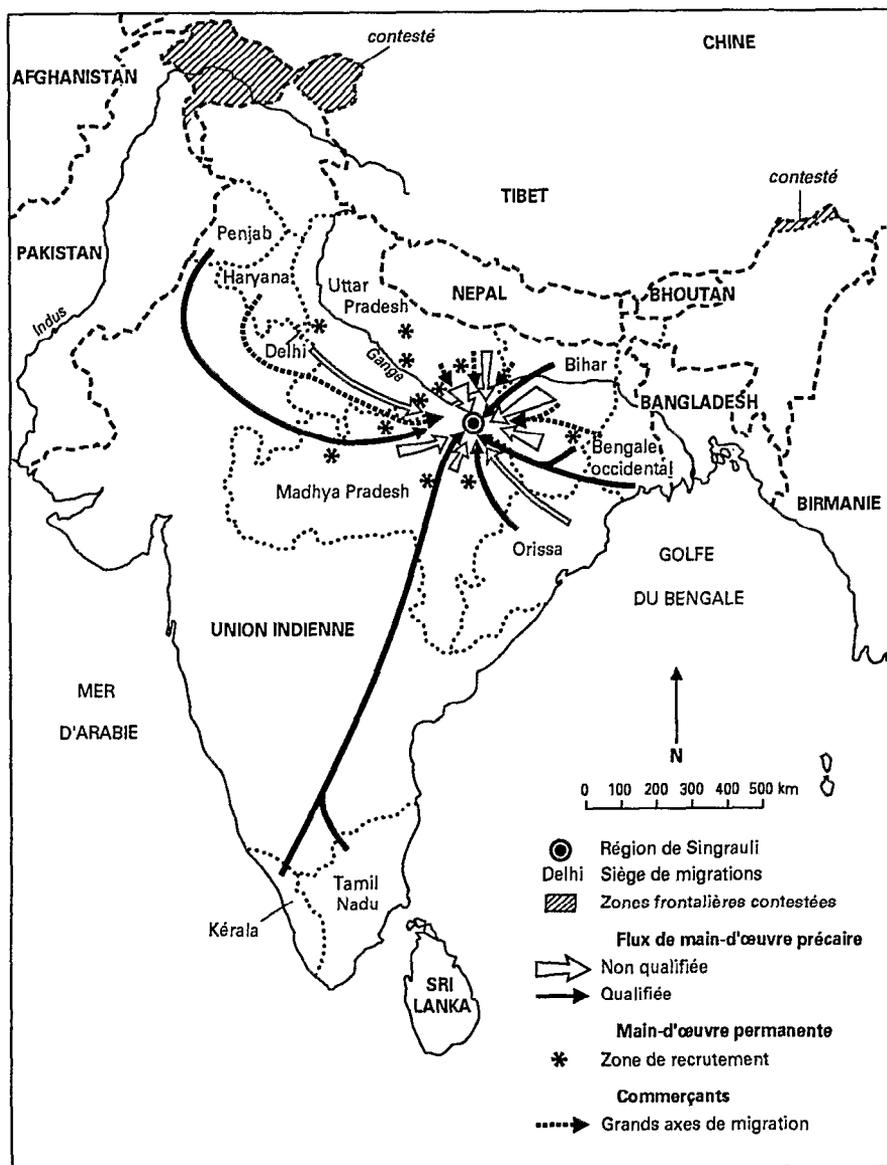


FIG. 1. — Les flux migratoires vers la région de Singrauli en 1988-1991.

mais ils ne sont généralement pas assujettis à des stratégies familiales de revenus.

La plupart se sont trouvés postés dans la région, suite à leur admission dans une grande entreprise ou dans l'administration. Ils détestent le pays et ne veulent pas s'y installer. La zone, excentrée, mal reliée

et déjà fort polluée, a mauvaise réputation. Ces employés reprennent souvent à leur compte l'éthos des cadres qui considèrent avec mépris cette « région arriérée » et ses habitants (du même ordre), en rêvant d'une prochaine mutation. Les situations concrètes du logement et du travail sont plutôt favorables, si on les compare à celles des régions industrielles proches (Bhilai au Madhya Pradesh, Dhanbad au Bihar ; HEUZÉ, 1989). Les employés permanents ne s'intéressent pas, ou peu, à la vie politique locale, le mode de gestion des villes industrielles (qui appartient aux entreprises) excluant toute participation (HEUZÉ, 1990 b). On vient par intérêt, ou pour obéir aux ordres, et l'on n'investit jamais sur place, dans le cadre d'un statut ambigu de privil ge et de dépendance. Le plus important groupe de migrants, qui bénéficie de conditions d'accueil exceptionnelles, n'est donc pas stabilisé.

Les « prolétaires »

Environ 30 000 ouvriers et employés de maison à statut précaire sont logés dans des bidonvilles et des villages menacés par l'industrialisation. C'est le groupe le plus complexe en ce qui concerne les lieux de provenance, les itinéraires et les motifs de la migration, et le seul à compter une forte minorité de femmes salariées (20   30 %).   côté d'une majorité d'ouvriers peu qualifiés, on trouve de 20 à 40 % de travailleurs qualifiés. Les travailleurs précaires connaissent des périodes de chômage prolongées, de trois à six mois dans l'année. Une moitié d'entre eux en profitent pour retourner dans leur village, mais les autres restent sur place, cultivant de petits jardins (illégaux), revendant du bois coupé dans les collines (ce qui est également interdit) ou fabriquant enfin de l'alcool artisanal (expressément prohibé).

Les travailleurs précaires viennent de moins de 50 kilomètres de la région industrielle (15 %), des régions de langue hindie situées entre 50 et 200 kilomètres (30 %), du nord de la province de Bihar (20 %), du sud de la province de Bihar (20 %), de l'Orissa et du Bengale (7 %) et enfin de plusieurs autres régions de l'Union indienne, dont le Penjab et le très lointain K rala. La majorité est arrivée de manière individuelle et sur les conseils de voisins, de parents et d'amis. Un peu plus de 20 % (c'est plutôt moins que dans les régions comparables) sont venus dans les camions des sous-traitants de main-d'œuvre, en premier lieu du Bihar (province de 80 millions d'habitants, au développement économique embryonnaire). Ces travailleurs, fréquemment de très basse caste, entretiennent des rapports de dépendance avec leurs recruteurs (plutôt de haute caste), qui organisent la vie des bidonvilles. Les ouvriers très qualifiés sont souvent venus avec

des chefs d'équipes pour la durée d'un contrat court. Contrairement aux travailleurs précaires non qualifiés, payés sur une base journalière, ils restent sur place après la fin de leurs contrats et entreprennent de trouver du travail par eux-mêmes. Plus de 60 % des habitants des bidonvilles expriment le désir de rester à Singrauli à la fin des chantiers pour lesquels ils sont venus travailler.

Ce désir d'enracinement n'empêche pas les salariés précaires de garder des liens très forts avec les endroits où résident leur famille. Environ 20 % des migrants ouvriers précaires viennent de milieux urbains ou péri-urbains du Bihar. Parmi les autres, on distinguera d'abord les *jeunes, de castes assez diverses*, venus de fermes minuscules du nord et du sud du Bihar, de régions rurales proches de la zone industrielle ou de l'Uttar Pradesh ; ils sont généralement dépourvus de qualification, et ont été poussés à migrer par leur famille pour que la petite exploitation, ou simplement la maisonnée puisse continuer à exister (30 % de l'ensemble). Dans ce groupe, le désir de s'enraciner existe, car on sait que les possibilités de revenir au pays s'amenuisent. Un autre groupe aussi important est celui des *membres de très basses castes ou d'ethnies tribales*, dont la majorité provient du sud de la province de Bihar (d'autres sont venus de la grande couronne de la zone et de l'intérieur du Madhya Pradesh). Ils sont prolétarisés depuis longtemps, par le biais de l'usure, des expulsions (FERNANDES et GANGULY-THUKRAL, 1989) et de la dissociation de leurs communautés. Ils n'ont fréquemment plus d'attaches dans leur région d'origine, au mieux des connaissances. Les maisonnées sont petites et viennent en bloc. Les *manœuvres dépendants* amenés par les marchands de main-d'œuvre résident plutôt sur les chantiers.

Les paysans

Les migrants de la région même proviennent de l'est et du sud de la retenue de Rihand, où le développement industriel demeure embryonnaire. Ils visent les mêmes emplois que les migrants « prolétaires », sinon qu'il n'existe pas de travailleurs qualifiés parmi eux. Une petite majorité de *jeunes garçons envoyés par leur familles* restent liés à des maisonnées rurales qu'ils vont aider à maintenir en tant qu'entités sociales et économiques. Ce groupe de migrants de castes paysannes ou de basses castes réside sur des terres pauvres qui leur ont été attribuées dans les années soixante durant l'opération de réhabilitation organisée par les autorités provinciales à la suite de la mise en eau du barrage. S'ils tiennent énormément à cette terre dégagée des servitudes anciennes, ils ne peuvent y vivre. La pauvreté, assortie de semi-famine dès que les conditions climatiques n'étaient

pas bonnes, est rest e très aiguë jusqu'à la fin des années soixante-dix. L'accroissement naturel de population a été de 27 % entre 1971 et 1981. L'implantation des industries a permis de stabiliser un ensemble économiquement peu viable mais socialement cohérent.

Un second groupe est celui des *sans-avoirs*, produits de l'échec partiel des opérations de réhabilitation et des traumatismes plus récents. Ce sont presque tous des gens de basses castes ou des aborig nes³ (HEUZÉ, 1991 b), d'anciens paysans, ouvriers agricoles ou cueilleurs-chasseurs. Une minorité a très mal accepté le changement de milieu et a sombré dans l'alcoolisme, vivant au jour le jour de travaux manuels non qualifiés dans des lieux toujours différents. Une majorité a réussi à surmonter le traumatisme initial, mais ne peut plus survivre en pratiquant des cueillettes, la chasse, la pêche ou la récolte de bambou, suite aux contrôles de plus en plus sévères effectués par les autorités. Ils tentent d'imiter les pratiques des petits paysans stabilisés, qui constituent fréquemment une sorte d'idéal, mais n'y parviennent pas.

Les commerçants

On dénombre environ 12 000 petits commerçants migrants. Ils contrôlent la plus grande partie du petit commerce de la zone industrielle. Ils forment le groupe le plus homogène, en ce qui concerne le rang de caste, et celui dont les membres montrent la plus grande inclination à gagner leur vie en exerçant des activités traditionnelles. Ils viennent en majorité des provinces adjacentes, et surtout de la plaine du Gange, mais des filières d'immigration se sont aussi établies avec le Penjab (  1 200 kilomètres), l'Haryana (1 000 kilomètres) et le Bengale (600 kilomètres). C'est la famille qui constitue la source primordiale de renseignement et elle encadre aussi la migration. Cette dernière est fréquemment difficile car les autorités ne veulent pas de ce qu'elles appellent le commerce sauvage. D'autres commerçants se fixent dans la région après y avoir pratiqué le colportage. Ils transmettent souvent des informations au sujet de la région à leurs parents ou leurs amis restés dans leur région d'origine.

De nombreux commerçants ont un faible ou très faible revenu et doivent, durant des années, dormir dans leur boutique ou dans des

³ Le « tribal », ou *adivasi*, occupe une place très spéciale dans les controverses menées en Inde à propos du développement et de l'industrialisation. On compte, en Inde, 50 millions de personnes dans cette catégorie fourre-tout (7 % de la population).   Singrauli, les tribaux, ou supposés tels, sont à la fois considérés comme l'archétype de l'homme bon qu'un progrès malin vient tirer de son bienheureux état de nature, et comme l'incarnation d'une menace.

bidonvilles, supportant les déplacements autoritaires et les « rackets » policiers. Ils ont l'impression de mener un combat extrêmement dur pour la survie. Peu instruits, mais exigeants, ils participent, ou tentent de participer, à la vie politique locale ainsi qu'aux mouvements culturels ou religieux. Ils ont organisé plusieurs associations de résidents et des organisations professionnelles qui travaillent sur une base locale. Plusieurs communautés commerçantes sont en outre dotées d'organisations communautaires qui travaillent au plan provincial ou national. Le groupe le plus important de commerçants migrants est constitué de Banyas et de Sahus venus de l'Uttar Pradesh, au nord. Ces communautés sont aussi présentes, et fort importantes car nombreuses et aisées, parmi la population locale.

MIGRATIONS ET INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

La région industrielle, avec ses 40 000 emplois permanents, ses 50 000 emplois précaires et la manne des investissements publics et privés semble un lieu privilégié. Les installations industrielles s'étendent dans des *districts* (départements) particulièrement peu développés, aux terres pauvres et très peu irriguées, où l'immense majorité des habitants disposent de très faibles atouts, notamment sur le plan de l'instruction. La région surgit par ailleurs au cœur d'un immense triangle de chômage, de surpopulation et de relative stagnation économique, qui va de Calcutta à Bhopal (centre) et à Gorakhpur (nord) [MUKHERJI, 1981]. On y cumule à l'heure actuelle des « records » de pauvreté, d'accroissement démographique non voulu, de dégradation de la condition des femmes, de faible instruction et de malaise politique. Cette région a vu se maintenir ou s'intensifier des systèmes d'exploitation d'ouvriers agricoles et de métayers qui se sont cristallisés durant la colonisation. Il s'y développe en de nombreux endroits des dérives anomiques (banditisme) et des conflits de classe extrêmement sanglants. La majorité des migrants qui se dirigent vers Singrauli viennent de cette région. Dans les environs immédiats du lac de Rihand, la situation passée des paysans paraît en comparaison enviable, malgré la médiocre productivité et la faible monétarisation de l'économie. Il restait des terres à défricher (même médiocres) jusqu'à la fin des années soixante-dix, et la répartition des avoirs était plutôt « démocratique » avant les expulsions, avec près de 60 % de familles propriétaires de plus d'un acre (0,43 hectare). Ce n'est pas un hasard si les migrations depuis la région vers l'extérieur sont restées quasiment inexistantes jusqu'à l'implantation des industries.

Près de la moitié des immigrants de Singrauli ont fréquenté auparavant une grande zone industrielle. Elles se ressemblent toutes, avec leurs

statuts de main-d'œuvre contrastés et multiples, leurs villes nouvelles officielles ceintur es de bidonvilles et leurs relations difficiles avec l'environnement social et naturel. Elles évoluent cependant. Le contrôle étatique et policier est de plus en plus strict, les équipements de mieux en mieux conçus, la séparation avec le milieu naturel et la population autochtone s'accroît et la tendance au gaspillage d'espace (qui signifie entre autres le statut des entreprises d'état) est de plus en plus prononc e⁴. En un mot, elles expriment ce que veut dire aujourd'hui en Inde la modernisation (DUCLOS *et al.*, 1991). Ces zones industrielles ne sont pas toutes ha es, loin s'en faut, mais personne n'y viendrait sans la richesse, ou si l'on veut *l'intérêt*. Chacun s'y retrouve, mais cela ne veut jamais dire la même chose. Les visions que l'on peut en avoir varient fortement selon l'expérience, les valeurs de groupe et l'insertion dans le milieu. Il y a par ailleurs beaucoup d'activités, de processus et de choses « intéressantes », et il n'est pas rare de cumuler de « l'intérêt » pour plusieurs d'entre elles.

L'emploi, c'est l'intérêt de la majorité. Instable, précaire ou indépendant, il assure néanmoins la survie quotidienne et ce que l'on considère localement comme la dignité minimale (dots, rites de passage). C'est la raison essentielle de la migration. *L'emploi permanent* (dans les grandes entreprises publiques et privées) est bien plus spécifique et rare, aussi plus désiré, car il améliore à la fois le revenu, la dignité et la sécurité. On espère le transmettre d'une manière ou d'une autre à ses enfants, et on le considère un peu comme un patrimoine. Il fait du prolétaire un « employé », qui n'est plus à la merci des maîtres et du ch mage⁵. C'est l'idéal absolu des travailleurs de toutes les zones industrielles (et d'innombrables campagnes aujourd'hui) ; cela explique que des pauvres, qui n'ont aucune chance d'y accéder par manque de qualifications ou de relations, mais aussi des commerçants aisés, qui gagnent leur vie beaucoup mieux qu'un employé d'état, en rêvent et multiplient les stratégies — inefficaces — pour y accéder (HEUZÉ, 1987, 1991 a). L'obsession de la sécurité, sans doute cristallisée chez ce peuple de paysans au cours des famines récurrentes du XIX^e siècle, n'est pas une exclusivité indienne mais

⁴ Les centrales thermiques de la région occupent jusqu'à dix fois plus de place par mégawatt qu'une centrale française comparable. La densité d'occupation des villes est très faible (40 logements à l'hectare). On a de plus prévu délibérément de sacrifier la seule zone agricole irriguée et productive pour mettre en place des infrastructures surdimensionnées.

⁵ Les stratégies vis-à-vis du revenu font intervenir de manière fréquemment indissociable une perception assez lucide voire cynique des réalités, des soucis statutaires   géométrie très variable et des représentations spécifiques plus ou moins officialisées, comme la continuité de la terre et de l'emploi. Elles n'acquièrent de cohérence qu'envers l'emploi permanent d' tat. Les attitudes relatives à cet emploi permanent expliquent une partie de la migration, si l'on sait relativiser le discours des acteurs.

elle marque spécialement le paysage. Contrepoint permanent des tendances à la spécialisation de caste⁶, mais aussi au renoncement (DUMONT, 1967 ; GUPTA, 1984), elle est révélatrice de la force des stratégies collectives (un emploi peut stabiliser une famille entière), de la persistance des difficultés et de la crainte du lendemain pour le plus grand nombre : la peur de la déchéance reste omniprésente dans tous les milieux ouvriers et paysans.

La migration vise aussi, mais très secondairement, le statut⁷. C'est souvent une rationalisation de l'épreuve que constitue le séjour. Le processus est essentiellement valable pour les hommes jeunes. Passer dans la zone industrielle, c'est en effet acquérir — surtout si l'on sait raconter les choses de manière favorable —, un double prestige. C'est d'abord celui de la modernité, des grandes machines et des immenses usines, celui d'un univers éclairé même durant le jour par des milliers de lampes. C'est ensuite celui de la puissance des maîtres, les ingénieurs et les bureaucrates ayant repris de bon (plutôt) ou de mauvais (parfois) gré les rôles auparavant dévolus aux *Zamindar*⁸ et autres émanations locales du pouvoir colonial. Aller à Singrauli serait donc parfois comme se rapprocher d'une cour prestigieuse (HEUZÉ, 1990 a, 1991 a).

C'est en fonction des éthos familiaux (les familles de fonctionnaires sont typiques), de l'intégration dans des réseaux de solidarité (paysans du nord de Bihar ou commerçants notamment), de la condition économique des zones de départ et des itinéraires individuels que les migrations s'organisent, *jamais seulement en fonction d'un seul déterminant, que l'on pourrait qualifier d'économique*. On vient aussi bien pour obtenir des bénéfices concrets (cela peut aller d'une formation minimale à un bon salaire ou à une promotion) que pour fuir des conditions pénibles. En général, *les deux réalités sont associées* : les conditions ne sont pas bonnes dans le lieu d'origine, notamment la terre ne suffit plus à nourrir tout le monde, et la

⁶ Ces tendances sont fréquemment relatives. S'il est des tâches exclues pour les personnes de certains statuts (et groupes, la caste étant un statut collectivement incarné et transmis héréditairement), avec des exceptions observées dans de nombreux cas, plusieurs types d'occupations, dont une grande partie de celles qui touchent à l'agriculture, sont « ouvertes ». Le système de caste n'est pas réductible à la division du travail.

⁷ Le statut est souvent d'abord exprimé en termes de caste, surtout dans un univers restreint, mais il en est de nombreuses autres notions, ou niveaux. On tend à ranger les éléments de l'ensemble social selon une perspective globale, mais personne n'a exactement la même car chaque culture de groupe développe sa conception de la hiérarchie. La notion de statut est à la fois omniprésente et concrètement floue.

⁸ Ayants droit sur le sol et collecteurs d'impôts de l'Empire moghol et du *Raj* britannique.

renommée, réaliste ou mythique, de Singrauli en fait une terre favorable aux stratégies positives. Si seulement une moitié des gens se trouve sur place en ayant eu l'impression de choisir leur destin (excluant fonctionnaires et travailleurs précaires dépendants), la très grande majorité pense avoir gagné quelque chose dans la transition, sans avoir de regrets pour ce qu'elle a laissé derrière (sauf, souvent, le logement).

Il y a davantage de candidats que d'opportunit s⁹ au niveau des commerçants et des ouvriers précaires, qui sont aussi les migrants les plus « volontaires ». Les premiers sont d couv r s durant de longues périodes (HEUZÉ, 1992). De nombreux commerçants sont nettement sous-employés. On estime que le tiers des présents ne travaille pas en période ordinaire. Cela pourrait sembler une attitude « anti-économique », vu les désagréments liés à la vie dans les bidonvilles de la région et la chert  qui y règne. Il n'en est rien pour la majorité. Durant les périodes de chômage, le migrant tend d'abord à créer des activités (vol de bois, réparations de vélos, jardinage). Il est par ailleurs en train de calculer, de mettre en regard les différentes possibilités qui s'offrent à lui. Les stratégies qui se profilent à ce niveau sont abordées sur un plan très pratique, mais le revenu ne prime pas les autres facteurs. Il n'est d'ailleurs pas placé en toutes occasions sur un plan particulier et bien dégagé du reste des réalités. On mesure le coût d'un retour au pays, on évalue ce que les tensions familiales accrues, la perte de prestige due à un retour précipité et imprévu valent en regard d'un séjour prolongé et difficile à Singrauli en période de chômage. On compare ce que vaut une récolte perdue, ou le risque de voir un voisin s'accaparer la petite terre laissée inutilisée (c'est une hantise de ceux qui sont partis en laissant la maison vide), et les possibilités de gagner plus d'argent à Singrauli, de payer ses dettes ou une dot honorable à sa fille.

Il y a donc des stratégies du migrant. La majorité des ouvriers précaires et des commerçants y consacrent beaucoup d'énergie et d'attention, celles des ouvriers précaires étant souvent plus complexes (parce que fragiles) et individuelles. Comme on l'a constaté en ce qui concerne le chômage, les stratégies dépendent de la perception que chacun a de l'univers social. Selon que l'on travaille pour soi, pour sa femme et ses enfants, pour son frère a n  ou pour son père, les appréhensions évoluent dans le cadre des perspectives valorisées par les consciences collectives et, notamment, l'accent mis sur la sécurité, l'enracinement, et l'honorabilité, accompagnés d'une forte

⁹ Le chômage en Inde est vécu, de manière souvent concomitante, comme un drame et une situation plutôt apprivoisée. Il s'invente, comme partout ailleurs, et les perceptions de la réalité comptent autant que les réalités elles-mêmes.

dévalorisation du travail en tant que réalité concrète au profit d'une notion variable du statut de l'emploi. *Plus le statut de l'emploi est bas, plus le discours devient purement « économique »*, mais ce n'est souvent qu'apparence car les préoccupations de statut familial et de caste persistent, en relation aux cultures collectives déjà existantes. Les stratégies prennent donc toujours en compte plusieurs facteurs, dont la promotion sociale au sens le plus large et relativement aux vécus précédents, et les diverses notions que l'on a pu développer de l'intérêt. L'ampleur, le cadre et la nature des stratégies changent, mais elles se heurtent toujours à des limites, celles des possibilités d'emploi et de logement, celles qui viennent de l'action de l'État et, on va le voir, celles qui dérivent de la concurrence des autres chercheurs d'emploi et des particularités du système politique. *L'autonomie (que suppose la mise en œuvre de stratégies, même limitées) existe dans la dépendance.*

On peut au moins dégager quatre types de stratégies exprimant cette semi-autonomie des migrants. Il y a stratégie si on choisit le lieu de la migration, si l'on prévoit à plus de trois mois et si l'on économise ou investit de quelque manière que ce soit (cela comprend aussi l'acquisition de savoirs et l'établissement de réseaux de relations au plan local). La *stabilisation relative et l'amélioration du statut* de maisonnées rurales est le but fréquent des migrants venus du nord du Bihar et de l'Uttar Pradesh, mais aussi de nombreux migrants d'origine locale et paysanne ; la *stabilisation dans le salariat* par l'acquisition d'une expérience professionnelle et de contacts correspond aux projets de nombreux jeunes qualifiés, venus souvent de très loin (Bengale, Penjab, etc.) ; la *préparation d'une migration définitive de petites familles* de bas statut (balayeurs, manœuvres, domestiques), venues du sud du Bihar et de l'Orissa, est faite par des jeunes et des adultes au mieux de leur forme physique, qui épargnent un peu de numéraire et occupent des espaces dans les bidonvilles ; la *réalisation d'un projet individuel ou familial*, tel que l'achat d'une terre, la construction d'une boutique de bois ou l'accumulation d'une dot, est un projet plutôt mis en œuvre par des cadets, en fonction des stratégies d'aînés qui peuvent venir de temps à autre à Singrauli mais qui, s'ils le peuvent, restent à la ferme ou dans le faubourg urbain. Les stratégies des commerçants varient aussi, notamment en fonction de l'insertion des activités des migrants dans un réseau familial. Environ 20 % des commerçants reçoivent des prêts ou des dons de leurs parents proches pour s'installer dans la région industrielle, plus de la moitié bénéficient de connaissances qui les aident lors de leur arrivée.

Pour tous les groupes, sauf les plus prolétariés et les employés permanents eux-mêmes, *l'accès à l'emploi permanent demeure un projet en filigrane*, auquel on ne renonce jamais tout à fait. Ce rêve

donne à nombre de migrations, même marquées par l'échec financier et de terribles conditions de vie, une espèce de magie. Les jeunes migrants vivent en permanence dans l'attente d'une intégration et se contentent de cet espoir pour accepter les duretés du présent. Dans le secteur privé (principalement la compagnie Birla), les employeurs en font un système de gouvernement de l'usine, et ils intègrent effectivement les *badli* (supplétifs volants, qui sont souvent d'anciens ouvriers précaires) après dix à quinze ans de travail instable et de séjour en bidonville. Dans le secteur public, les politiques sont beaucoup plus rigides mais aussi plus sensibles aux pressions politiques.

À côté de cette majorité qui a migré vers Singrauli en fonction de stratégies diversifiées, et parfois contradictoires, en rêvant plus ou moins sérieusement de l'emploi permanent, on trouve ceux qui ne visent que la survie quotidienne. Venus dans les camions des intermédiaires d'embauche, ils constituent la partie la moins exigeante et la moins qualifiée de la main-d'œuvre. *Ce n'est pas toujours celle qui vit la plus mal*. Ses caractéristiques étant très demandées, cette catégorie d'ouvriers est moins souvent au chômage que d'autres. *Avoir des stratégies et la volonté positive de changer ses conditions présentes de vie et son statut ne constitue en rien un avantage en soi*, quoi qu'en disent les optimistes en matière de développement. C'est au contraire souvent un handicap. Une partie des membres de ce groupe, mieux installés et mieux nourris que la majorité des autres migrants des bidonvilles, a donc un sort plutôt enviable, malgré la tendance à dépenser le surplus en boisson. Le prix à payer est la perspective de rester éternellement en bidonville et dans le labeur précaire. C'est au carrefour d'histoires collectives (dépossession des aborigènes du sud du Bihar au XIX^e siècle...), d'éthos de groupe particuliers (famille anomique des aborigènes, faible intérêt pour les questions de statut) et d'aventures personnelles que s'enracine l'absence plus ou moins définitive de stratégies. Elle est souvent vécue comme telle par les intéressés et elle fonde un discours très particulier, celui de la « culture du ventre », ou « du silence » (HEUZÉ, 1987, 1989), qui marque toutes les campagnes indiennes. Les pratiques et les représentations de ces migrants sans stratégies ne sont pas coupées de celles des autres. L'ouvrier qualifié qui va de chômage en chômage, le jeune paysan que la pollution rend malade ou le manœuvre déclassé par l'âge sont guettés par le repli sur le bidonville et la survie au jour le jour. On se connaît, on se côtoie et on se craint un peu entre les deux mondes, mais beaucoup de travailleurs oscillent entre les deux conditions. À Singrauli, l'absence de stratégies ne signifie pas la dépendance totale vis-à-vis des employeurs et de leurs agents. Les possibilités de ramassage, de petit commerce et de trafic illégal servent à refuser la mise à disposition vis-à-vis du maître, comme elle se pratique dans les régions de Palamau ou Daltonganj d'où viennent

de nombreux migrants de ce type. Si l'on ne cherche guère à changer de condition de logement, de statut ou de niveau de revenu, on aura tout de même gagné quelque chose à la transition. *Ce sont les ressources (généralement illégales) de l'économie parallèle et (parfois) l'organisation communautaire qui permettent cette émancipation, et jamais le droit ou l'action positive des autorités.*

L'ÉTAT ET LES MIGRATIONS

C'est l'État qui a planifié depuis le début le développement économique de la région, c'est lui qui organise l'industrialisation en imposant des règles extrêmement sévères et un contrôle bureaucratique très lourd, c'est pour ses projets que les migrants travaillent. *Cela ne veut pourtant pas dire qu'il maîtrise le flot de migrants.*

En ce qui concerne les salariés permanents, contrôler la migration revient à planifier le recrutement et les mutations. Ces employés sont embauchés par le biais des agences gouvernementales pour l'emploi, structures formelles et bureaucratiques. L'information va en principe d'abord dans les régions proches de la zone industrielle. Les agences pour l'emploi les plus proches sont à 100 et 175 kilomètres de Singrauli, ce qui relativise la notion de proximité (DUCLOS *et al.*, 1991). Les possibilités de formation déterminent fortement le recrutement et la formation professionnelle se trouve dans un état embryonnaire et cahotique dans la région. La pression des autorités provinciales (très forte) vise à diffuser l'information relative à l'emploi dans l'ensemble du territoire, celle des autorités fédérales a pour but de faciliter un recrutement panindien. La structure formelle est par ailleurs plus ou moins subvertie par les réseaux informels mis en place par les employés de l'État et quelques-uns de ses cadres. Cette multiplicité d'interférences fait que les autorités savent à peine d'où viennent les employés. Les attributions de postes sont décidées selon des critères techniques, bureaucratiques et en fonction des requêtes personnelles ; elles ne dépendent pas d'une politique de contrôle des migrations. *L'employé posté dans les villes nouvelles, totalement coupé du contexte politique local, n'est pas considéré comme un migrant.*

Les commerçants et les ouvriers précaires qui viennent en général de leur plein gré, et qui ne sont pas intégrés aux cités officielles, ne sont pas non plus pris en compte. Les organismes centraux et régionaux de planification (*Town and country planning organisation*, TCPO) ignorent tout de leur nombre, de leur provenance et de leur localisation. La TCPO, qui a établi des schémas directeurs d'urbanisme pour les années quatre-vingt ne parle que d'employés permanents et de domestiques (employés de service) dans ses rapports (JAUHARI,

1983 ; TCPO, 1987). On dispose d'ailleurs de peu de moyens pour connaître et influencer le flot des migrants. La loi de 1979 sur le transit des travailleurs migrants (*Inter State Migrant Workmen [Regulation of Employment and Conditions of Service] Act*) vise, entre autres, à améliorer la base statistique mais elle n'est pas appliquée, faute d'administration compétente. Les réactions des autorités à la présence concrète de migrants non planifiés, non quantifiés et non reconnus sont très ambigu es, et il faut distinguer à ce sujet les commerçants et les ouvriers.

Les ouvriers migrants sont indispensables à la réalisation des travaux d'infrastructures et des chantiers de centrales thermiques. Ils sont aussi utilisés par les entreprises. Alors que les charbonnages maintiennent leur prévisions de liquidation prochaine du travail précaire, la NTPC (Compagnie nationale d'électricité) et le secteur privé sont au contraire en train d'intensifier le recours à ce type de travailleurs. Dans les centrales thermiques, où la main-d'œuvre permanente travaille peu et s'épuise en rivalités internes, ce sont les salariés précaires qui permettent la forte productivité des installations. On s'est d'abord servi d'ouvriers peu qualifiés pour le nettoyage et l'entretien, mais on introduit maintenant de plus en plus de travailleurs qualifiés. L'intérêt des travailleurs migrants précaires ou semi-précaires réside, en sus de leur coût réduit, dans leur faible capacité d'intervention dans l'entreprise et leur manque absolu de contrôle sur les rythmes de travail. Le licenciement est immédiat en cas de faute ou de désobéissance, procédure facilitée par la présence d'un nombre de migrants supérieur aux besoins. Les directions de la NTPC semblent de plus en plus rêver d'usines dirigées par un noyau d'ingénieurs fidèles, discrètement second s par des ouvriers pr caires¹⁰ (HEUZÉ,   paraître). Les grandes entreprises publiques actuelles sont donc soumises à une rentabilisation accentuée.

D'un autre coté, le secteur public demeure ce qu'il a été depuis les débuts de l'industrialisation, un ensemble à vocation sociale qui reconnaît les syndicats et parle volontiers de droit. C'est aussi un instrument de l'état-providence qui pratique une politique globale de tutelle, une sorte de paternalisme bureaucratique, vis-à-vis de ses employés et de la population locale. C'est une tendance particulièrement accentuée à Singrauli où les quatre cinquièmes du sol appartiennent à l' tat. C'est sans doute cette complexité de r les qui fait que les autorités seraient mal avisées de reconnaître l'existence des

¹⁰ On voudrait se passer de l'ouvrier permanent et des syndicats. Les salariés précaires sont si discrets, et manipulables, qu'ils sont exclus des statistiques flatteuses qui prétendent que la NTPC produit un mégawatt par employé dans ses centrales (il y a un précaire pour un permanent).

travailleurs précaires et de leurs problèmes. Même s'ils demeuraient des précaires au regard de la loi du travail, ils pourraient exiger la protection, et la mise en œuvre des procédures paternalistes et bureaucratiques de l'État-providence, qui se montrent capables de mettre en cause bien des « campagnes de productivités ». La contradiction, entre la rentabilisation fondée sur l'utilisation croissante d'une main-d'œuvre non protégée et les impératifs de contrôle bureaucratique d'un territoire et d'une population assistée dans un climat populiste, est résolue par une espèce particulière de schizophrénie. Il faut des travailleurs précaires, mais on ne veut savoir ni d'où ils viennent ni où ils logent. Il paraît fatal et nécessaire qu'ils vivent en bidonvilles sur les terrains de l'État, et soient insécurisés de mille autres manières, mais des administrations impavides continuent à planifier la disparition de ces bidonvilles.

Si les entreprises publiques, hystérisées entre leurs différents rôles et les multiples pressions, notamment politiques, qui s'exercent sur elles, ne peuvent développer aucune politique de migrations, les employeurs privés et les intermédiaires-recruteurs (auxquels s'adressent les grandes firmes publiques) en ont. Ils préfèrent généralement les migrants venus de loin, plus vulnérables et manifestent une grande virtuosité pour associer des groupes de gens de langues et traditions différentes dans les lieux où pourraient se manifester des mouvements de revendication. Les recruteurs locaux préfèrent aussi la main-d'œuvre d'origine extérieure.

LE MOUVEMENT « NATIVISTE », INCARNATION POLITIQUE D'UN COMPLEXE

La région de Singrauli est le siège d'un mouvement « nativiste » depuis le milieu des années quatre-vingt. Il s'agit de revendiquer des emplois et des avantages pour les personnes originaires de la région, aux dépens des migrants de diverses provenances. Un comité de défense des expulsés de la côte occidentale du lac de Rihand (*Udvasit Kisan Mazdoor Parishad*, 1986) regroupe d'abord des familles déplacées par l'intensification de l'industrialisation (après 1977), qui ont dû subir jusqu'à quatre expulsions suite aux errements de la planification. Elles ont été relogées dans des zones de transit, mal gérées ou totalement délaissées par les entreprises qui en ont la charge, qui sont rapidement devenues des incubateurs de la colère et de la frustration. Un syndicat des expulsés existe aussi dans les centrales de la NTPC. Ce sont des membres instruits des élites locales de haute caste qui dirigent le mouvement. Ils tendent à inventer un âge d'or (d'avant le barrage) pour motiver le refus de la condition

présente des familles réhabilitées, et se réfèrent même à la petite principauté de Singrauli (dissoute en 1947) pour fonder une exigence d'autonomie politique relative (*Lokit Samiti*, 1986). Le regroupement des habitants de la vallée autour des anciennes élites rentières n'est pas une chose qui va de soi. Les tensions sont importantes, et constamment avivées, entre les (ex-) grands propriétaires et les autres, ainsi qu'entre les différentes castes et groupes de castes. C'est la question de l'emploi, c'est-à-dire d'une manne redistribuée par un pouvoir extérieur vis-à-vis duquel il paraît judicieux de s'unir, qui motive le semblant d'unité observé. Les mines ont donné à peu près 15 % de leurs 14 000 emplois (1991) à des personnes déplacées, et les centrales emploient entre 10 et 20 % d'originaires du cru. L'unique raison de ces attributions de postes est la réhabilitation de familles expulsées¹¹. C'est une procédure semi-statutaire à la NTPC et tout à fait régulière dans les mines. S'il n'y a pas de contrôle des migrants, il existe en revanche une discrimination positive vis-à-vis des autochtones en ce qui concerne l'embauche permanente et aussi, en principe, en ce qui concerne le recrutement des précaires. Les objectifs du mouvement nativiste sont d'abord d'accroître l'ampleur de cette préférence institutionnelle donnée aux « fils du sol » (WEINER, 1978) et, à terme, d'obtenir la grande majorité des emplois. Les dirigeants du mouvement réfutent les assertions des autorités, relatives au très faible niveau d'instruction de la population locale, en parlant de formation professionnelle sur le tas.

Malgré ses divisions internes, et l'attitude résolument hostile des autorités, le mouvement nativiste reste très vivace. Il correspond à une sensibilité populaire puisque 70 à 80 % des autochtones résidant dans la zone industrielle, et les deux tiers de ceux qui habitent dans les campagnes, sont hostiles aux migrants en général (DUCLOS *et al.*, 1991). L'agressivité ouverte concerne plus souvent les travailleurs précaires qui sont accusés de prendre le travail que les autochtones pourraient accomplir. Plusieurs batailles rangées ont déjà eu lieu près des portails d'usines entre des travailleurs précaires d'origine locale et des migrants venus du Bihar. Certaines communautés, et notamment les Biharis accusés d'amener la violence et le banditisme avec eux, sont particulièrement mal vues. Le sentiment nativiste se décompose en une infinité de situations locales, où le sentiment d'être du pays se décline de manière variable. La présence du nativisme, qui compte à son actif des succès aussi tangibles que la mise en cause de la préférence accordée aux migrants lointains, faibles et déracinés lors du recrutement, ou le primat absolu de l'éducation formelle,

¹¹ Sur un marché du travail concurrentiel, et avec les principes de recrutement des entrepreneurs indiens actuels, les autochtones n'auraient pas eu un seul emploi permanent. C'est ce qui se passe dans le secteur privé.

ouvre un champ à l'initiative populaire, sans qu'il soit réellement question d'une démocratisation des pratiques des uns et des autres.

Les promoteurs du mouvement veulent des quotas d'embauche à l'intention des autochtones, pour les emplois permanents et précaires, des pourcentages réservés de boutiques dans les centres commerciaux officiels, et une proportion majoritaire des contrats de sous-traitance pour de petits entrepreneurs locaux. Ce sont des revendications que l'État juge négociables en Inde, même si le désaccord demeure et demeurera toujours sur les proportions. Ce qui entraîne des disputes sans fin, c'est la définition de l'autochtone. Pour les personnes déplacées, il s'agit de quelqu'un qui a ses racines dans le pays depuis des générations et qui a subi les traumatismes du barrage et de l'industrialisation. Des puristes ou des idéologues de ce milieu restreignent ce qualificatif aux aborigènes (sans doute antérieurs, mais minoritaires depuis un siècle), aux habitants de l'ancienne principauté ou aux paysans (les commerçants locaux étant vus comme des « étrangers », malgré leur présence ancienne dans la région). Pour les administrations de l'Uttar Pradesh et du Madhya Pradesh, les autochtones sont les habitants de ces deux provinces. Pour les ouvriers migrants, et même une partie des habitants originels de la vallée, ce sont les gens qui parlent hindi (on le parle dans un rayon de 400 kilomètres), ont des castes connues dans la région (entre 200 et 600 kilomètres) et observent des mœurs familiales. Pour les commerçants, ce sont ceux qui ont décidé de s'installer dans une région où sont déjà implantés des gens de leur caste. Les petits commerçants migrants sont fortement impliqués dans les activités du comité de défense, au nom des intérêts locaux, réalisant dans ce cadre une sorte d'intégration, généralement bien acceptée (sauf de la part de certains concurrents). Pour une petite minorité enfin, les Indiens sont partout chez eux et il n'y a pas de distinctions qui tiennent entre locaux et nouveaux venus sur le territoire de l'Union. Ces différentes appréhensions définissent des domaines et des situations qui donnent un sens variable à la migration, entre l'invasion étrangère, l'exploitation éhontée, une nécessité pénible, un acte anodin, ou un phénomène tout à fait ignorable.

La logique nativiste n'est donc pas aussi fermée qu'elle voudrait le faire croire et les attitudes des différents protagonistes à son égard sont d'une remarquable ambiguïté. L'État et les grandes compagnies décrivent les nativistes comme des « empêcheurs de développer en rond », mais ils ont eux-mêmes depuis longtemps développé leur propre pratique de quotas d'embauche pour les membres de basses castes et les aborigènes, pratiques qui les servent finalement assez bien au niveau de la gestion de main-d'œuvre (HEUZÉ, 1991 c). En faisant intervenir l'enracinement dans les politiques de recrutement, et en jouant à l'infini sur la signification de cet enracinement, les

multiples acteurs « subalternes » d'un jeu social inégal faussent les logiques économistes et mettent en question les tentatives de rentabilisation actuelles du secteur public. Leurs stratégies jouent la nature protectrice de l'état-patron contre les impératifs rationnels des productivistes. La conviction populaire selon laquelle le migrant a moins de droits que les autres joue à la fois contre les urbains et les classes dominantes — qui maintiennent leur pr minence par l'accès à l'éducation et désirent un champ de compétition plus ouvert —, et contre les salariés les plus appauvris. Logique de légitimité qui tente d'instaurer une continuité terre-emploi, elle politise fatalement le champ car c'est l'état qui peut mettre en pratique de telles politiques, lui qui a auparavant déstabilisé les communautés locales et que l'on désigne comme responsable, et c'est à lui que l'on s'adresse de manière plus ou moins violente et directe.

BIBLIOGRAPHIE

- DUCLOS (D.), HEUZÉ (G.), MEYNAUD (H.) *et al.*, 1991 — *Rapport principal de l'enquête d'impact de Singrauli (Environmental study of Singrauli arca)*, Chatou, NTPC et département des études et Recherches EDF, vol. II, chap. 3.
- DUMONT (L.), 1967 — *Homo hi rarchicus*, Paris, Gallimard.
- FERNAND S (W.) et GANGULY-THUKRAL (I.), 1989 — *Development, Displacement and Rehabilitation*. New Delhi, Indian Social Institute.
- GUPTA (D.), 1984 — Continuous Hierarchy and Discrete Castes, *Economic and Political Weekly*, vol. XIX (n  46, 47, 48) : 1955-1958, 2003-2005, 2049-2053.
- HEUZÉ (G.), 1987 — Les classes ouvrières du district de Dhanbad (Inde), *Annales*, n  2 : 265-282.
- HEUZÉ (G.), 1989 — *Ouvriers d'un autre Monde*, Paris,  dit. d  la Maison des sciences de l'homme.
- HEUZÉ (G.), 1990-a — Marché du travail, données communautaires et stratégies individuelles, un exemple dans l'Inde contemporaine, *Sociologie du travail*, n  2 : 155-172.
- HEUZÉ (G.), 1990-b — Les nouvelles villes industrielles en Inde, *Acta G ographica*, vol. II (83) : 2-18.
- HEUZÉ (G.), 1991-a — Volonté des individus, stratégies collectives et influence des données structurelles : les paysans et l'emploi industriel en Inde, *Annales*, n  1 : 53-78.
- HEUZÉ (G.), 1991-b — Singrauli Super Thermal Project : Heavy Investment and Social havoc, *Social Action*, vol. 41 (3) : 304-322.
- HEUZÉ (G.), 1991-c — Les anthropologues dans la tourmente : la controverse sur les quotas d'embauche en Inde, *Journal des anthropologues*, n  43-44 : 167-176.
- HEUZÉ (G.), 1992 — Problème de l'emploi, consciences du chômage, *Sociologie du travail*, n  1 : 101-122.
- JAUHARI (S. C.), 1983 — *Development at Singrauli*, New Delhi, Town and Country Planning Organisation.

- LOKIT SAMITI, 1985 — *Vikas ke kimat*, Baidhan, Special editor.
- MUKHERJI (S.), 1981 — *Mecanisms of Underdevelopment, Labour Migrations and Planning Strategies in India*, Calcutta, Prajna Publishers.
- TCPO, 1987 — *Development plan for Singrauli area*, New Delhi, Ministry of Urban Development.
- WEINER (M.), 1978 — *Sons of the Soil, Migrations and Ethnic Conflict in India*, New Delhi, Oxford University Press.